



Le cercle d'experts « Observation PACA Conjoncture » (OPC) travaille à l'identification d'objets sensibles, c'est à dire des secteurs d'activités, des territoires ou des publics qui risquent d'être fragilisés par les effets de la conjoncture. L'objectif n'est pas tant d'être exhaustif mais de produire un diagnostic partagé au service des pouvoirs publics régionaux et des partenaires économiques et sociaux.

Communiqué n° 19

Rédaction finalisée le 8 juin 2015

DIRECCTE SESE – RÉGION PACA SEOP – DR INSEE PACA – PÔLE EMPLOI PACA SEE – BANQUE DE FRANCE – ORM

Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges

L'économie mondiale demeure sur la voie d'une reprise progressive. Après une croissance relativement modérée, la dynamique s'est raffermie dans certaines économies avancées (États-Unis et Angleterre) soutenue par l'apaisement de turbulences et la mise en œuvre de politiques monétaires accommodantes.

La zone Euro devrait bénéficier des trois « chocs » observés au 4^e trimestre 2014, à savoir : la baisse du cours des matières premières, la baisse du cours de l'Euro par rapport à ses devises de référence et des taux d'intervention de la Banque centrale européenne particulièrement bas. De fait, les prévisions de croissance pour l'année 2015 ont été revues à la hausse pour s'établir à 1,3 % contre 0,8 % en 2014.

En France, le PIB a cru fortement au 1^{er} trimestre 2015 : + 0,6 %, après 0,0 % au 4^e trimestre 2014. Sur les trois premiers mois de 2015, les dépenses de consommation des ménages ont accéléré tandis que la formation brute de capital fixe¹ totale a de nouveau baissé. Au total, la demande intérieure finale a augmenté : elle concourt à la croissance du PIB pour + 0,5 point. Les exportations ont ralenti tandis que les importations ont accéléré. *In fine*, le solde extérieur contribue négativement à l'évolution du PIB (- 0,5 point). À l'inverse, les variations de stocks ont participé positivement (+ 0,5 point). Selon les prévisions de l'Insee et de la Banque de France, l'économie française progresserait de 0,3 % au 2^e trimestre 2015.

En PACA, selon les enquêtes de conjoncture de la Banque de France, la production reste à un bas niveau dans la construction au 1^{er} trimestre 2015, en lien avec une demande moins active dans le gros œuvre comme dans le second œuvre. Pour le troisième trimestre consécutif, l'activité dans les travaux publics est en net repli. Dans l'industrie, l'activité économique s'améliore. Cette tendance est portée de façon homogène par les secteurs de la « fabrication de matériels de transport », « des équipements électroniques » et par celui de la « chimie » avec une dynamique à l'exportation qui porte la croissance régionale. Celle-ci est entre autres soutenue par une amélioration des parités de change euros-dollars qui stimule la demande extérieure. Le taux d'utilisation des capacités de production s'est stabilisé depuis 3 mois à un niveau qui atteint la moyenne de longue période. Cette évolution n'avait pas été observée depuis la crise financière et économique de 2008. Dans les services, composante majeure de l'économie régionale, la tendance globale demeure sur une évolution positive plus robuste dans les secteurs de la « communication », des « services informatiques », de « l'intérim », de « l'hébergement », de « l'ingénierie » et du « transport ».

L'emploi régional soutenu uniquement par l'intérim²

En PACA, l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels (hors agriculture et particuliers employeurs, soit 55 % de l'emploi total) est resté stable au 4^e trimestre 2014. Au trimestre précédent, l'emploi salarié s'était vivement contracté (- 0,5 %). Sur un an, l'évolution de l'emploi régional s'établit à - 0,3 %, après - 0,2 % à la fin du trimestre précédent. Fin décembre 2014, la région comptait 1 101 700 salariés dans les secteurs concurrentiels, soit 3 600 de moins qu'un an auparavant.

Au cours du 4^e trimestre 2014, l'emploi salarié régional hors intérim a baissé dans tous les secteurs d'activité. Les effectifs salariés du secteur de la construction diminuent constamment depuis mi-2008. Au 4^e trimestre 2014, ce secteur a continué de perdre des emplois (- 1,2 %, soit 1 180 emplois en moins). Il s'agit de la plus forte baisse observée depuis mi-2009. Tous les indicateurs conjoncturels d'activité de ce secteur restent dégradés.

Dans l'industrie, les effectifs ont de nouveau baissé (- 0,1 %, après - 0,4 % au trimestre précédent). Ce sont notamment des emplois du sous-secteur de la « fabrication d'autres produits industriels » (40 % des effectifs industriels) qui ont été perdus (- 0,3 %, soit 205 emplois en moins). Fait nouveau, les effectifs du sous-secteur de la « fabrication de matériels de transport », qui créait de l'emploi depuis 4 ans, ont diminué (- 0,6 %, soit - 90 emplois). Dans ce sous-secteur, les créations d'emplois ralentissaient depuis début 2014 (+ 0,2 % en moyenne par trimestre en 2014, contre

¹ Anciennement appelée « investissement intérieur fixe brut »

² Le communiqué intègre dorénavant une double lecture de l'intérim : celle de l'Insee qui le classe exclusivement dans les services marchands et celle de la Direccte PACA qui réaffecte les intérimaires à leur secteur d'activité employeur.

+ 1,1 % en 2013). Par ailleurs, dans les sous-secteurs de la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines » et de l'« agroalimentaire », les effectifs salariés se sont repliés à un rythme identique (- 0,1 %, soit - 20 emplois chacun). Au final, seul le sous-secteur des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, raffinage » a accru ses effectifs (+ 0,6 %, soit 200 emplois supplémentaires).

Enfin, dans le **tertiaire marchand hors intérim**, les effectifs se sont de nouveau contractés (- 0,1 %, après - 0,3 % au trimestre précédent). Après avoir fortement progressé au 2^e trimestre 2014 (+ 0,7 %), les effectifs dans le commerce ont largement reculé au 3^e (- 0,5 %) et au 4^e trimestres (- 0,4 %, soit - 1 060 emplois). Dans le même temps, ceux des services marchands se sont stabilisés (0,0 %, après - 0,2 %). Dans l'**intérim**, classé par l'Insee dans les services marchands au niveau régional, les effectifs ont vivement rebondi (1 940 emplois de plus, soit + 6,1 %), effaçant en totalité les pertes enregistrées au trimestre précédent.

La hausse spectaculaire de l'intérim dans la construction atténue la chute de l'emploi de ce secteur

En **PACA**, en réaffectant les intérimaires à leur secteur d'activité employeur, la **construction** a réduit ses besoins en ressources de main-d'œuvre de l'équivalent de 260 emplois (- 0,2 %) au 4^e trimestre 2014. On n'avait pas observé une baisse aussi contenue depuis fin 2011. Cela s'explique par la forte progression de l'intérim dans ce secteur (+ 11,5 %, soit + 920 postes), qui vient presque compenser les destructions d'emplois hors intérim évoquées plus haut. Le taux de recours à l'intérim dans la construction s'est d'ailleurs redressé, passant de 7,3 % au 3^e trimestre à 8,1 % fin 2014. Dans l'**industrie**, avec 550 emplois intérimaires créés, les besoins en ressources de main-d'œuvre ont au total augmenté de l'équivalent de 420 postes (soit + 0,3 %). En particulier, les besoins ont été très forts dans le sous-secteur des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution » (+ 1,1 %, soit + 350 emplois, dont + 160 emplois intérimaires), mais c'est le sous-secteur de la « fabrication d'autres produits industriels » qui a le plus créé d'emplois intérimaires ce trimestre (+ 380). Enfin, dans le **tertiaire marchand**, les besoins en ressources de main-d'œuvre se sont stabilisés grâce à la création de 590 postes intérimaires.

En **France métropolitaine**, en tenant compte de l'emploi intérimaire, les besoins en ressources de main-d'œuvre se sont encore contractés dans la construction (- 0,9 %), tandis qu'ils se sont stabilisés dans l'industrie et qu'ils ont augmenté très légèrement dans le tertiaire marchand (+ 0,1 %).

L'accroissement de la demande d'emploi perdue

En **PACA**, le taux de chômage augmente légèrement au **4^e trimestre 2014** (+ 0,1 point par rapport au trimestre précédent) et s'établit à 11,6 % de la population active. Sur un an, il progresse de 0,5 point. En **France métropolitaine**, l'augmentation trimestrielle est similaire et le taux de chômage atteint 10,0 % (+ 0,4 point sur un an). Ce taux progresse de 0,1 point par rapport au 3^e trimestre 2014 dans les Hautes-Alpes (9,3 %), les Alpes-Maritimes (10,7 %) et le Var (11,4 %). Il reste stable dans les Alpes-de-Haute-Provence (12,0 %), les Bouches-du-Rhône (12,0 %) et le Vaucluse (12,8 %).

Après la stabilité observée en PACA en janvier 2015, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est reparti à la hausse pour le deuxième mois consécutif. Fin mars 2015, il s'établit à 320 588. Ce nombre augmente de 5,7 % en un an, soit une progression annuelle de 17 420 demandeurs d'emploi (dont + 59 % d'hommes, + 4 % de jeunes et + 46 % de séniors). Cette augmentation est plus rapide qu'en France métropolitaine (+ 4,9 %).

À l'échelle départementale, la hausse annuelle est particulièrement vive dans les Alpes Maritimes (+ 7,4 %) et plus contenue dans les Bouches du Rhône (+ 4,8 %).

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) se détériore à nouveau

L'ICDC³ a augmenté de 7 jours en un trimestre : avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au **4^e trimestre 2014** en **PACA**, un demandeur d'emploi resterait inscrit sur les listes de pôle emploi en moyenne **413 jours**. L'indicateur atteint ainsi un niveau historique depuis fin 2003, début de la série.

L'augmentation trimestrielle est plus spécifiquement localisée au sein des Alpes-de-Haute-Provence, des Hautes-Alpes et du Vaucluse et concerne exclusivement les femmes. Toutes les classes d'âges subissent une dégradation de l'indicateur sur ce trimestre ainsi que sur l'année 2014. Celle-ci touche dans une moindre mesure les séniors.

Zoom sur le marché du travail territorialisé

Faibles évolutions du taux de chômage localisé

Les évolutions récentes du taux de chômage sont à peine plus marquées dans les zones d'emploi qu'à l'échelle de la région. La hausse trimestrielle atteint + 0,2 point dans celles de Digne-les-Bains (11,8 %), Fréjus-Saint-Raphaël (12,6 %) et Cavailon-Apt (13,2 %). À l'inverse, le taux de chômage se replie de 0,1 point dans les zones d'emploi de Draguignan (13,1 %) et d'Arles (14,4 %). Il se stabilise dans celles de Briançon (9,2 %), Toulon (10,9 %), Istres-Martigues (11,3 %), Salon-de-Provence (12,2 %) et Manosque (12,4 %). Dans les autres zones d'emploi, il augmente au même rythme qu'en région : + 0,1 point.

Pour accéder aux informations issues de la dernière rencontre plénière, consulter :

<http://www.observacion-paca-conjoncture.org>, rubrique « suivi du dispositif Paca Conjoncture » au 30/04/2015

³L'ICDC est un nouvel indicateur conjoncturel proposé par Pôle emploi dans le but de synthétiser l'incidence de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail, et les opportunités qu'il offre pour trouver un emploi. Il reproduit le **calcul de l'espérance de vie d'une population** en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emplois qui connaîtrait durant toute la période de chômage les mêmes conditions sur le marché du travail que celles du trimestre considéré.